

Perspectives

N°24/111 – 18 avril 2024

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE – Une reprise économique fragile et des défis en suspens

Selon le rapport « *Africa's Pulse* » de la Banque mondiale, publié cette semaine, la croissance en Afrique sub-saharienne devrait rebondir en 2024, à 3,4%, contre 2,6% en 2023, grâce à une relance de la consommation privée et à une diminution de l'inflation.

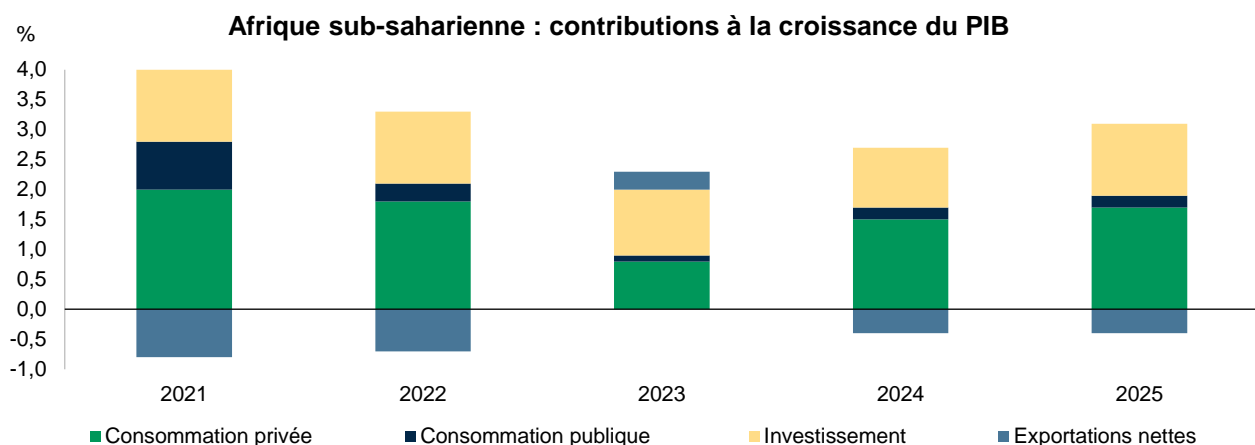
En effet, bien qu'une douzaine de pays continuent d'enregistrer de fortes hausses de prix, comme le Nigeria (+31,7% en février) ou le Ghana (+23%), la tendance est à un ralentissement des tensions inflationnistes dans la plupart des économies d'Afrique sub-saharienne. La normalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales, la baisse des prix des produits de base et les effets du resserrement monétaire et de l'assainissement budgétaire en sont les principales causes. Ainsi, l'inflation médiane, en Afrique sub-saharienne, devrait passer à 5,1% – mais rester à des niveaux plus élevés qu'avant le Covid.

Pour autant, il demeure une somme d'inconnues et de risques, aussi bien externes que domestiques, pesant sur la trajectoire du continent.

Les risques externes

Tout d'abord, les difficultés rencontrées par l'économie chinoise, en tant que principal partenaire commercial et premier créancier bilatéral de la région, laissent planer une incertitude sur les futures relations sino-africaines au regard de la chute des prêts chinois accordés aux économies sub-sahariennes.

Par ailleurs, si l'inflation globale et l'inflation sous-jacente dans les grandes économies reculent, le retour aux niveaux cibles pourrait prendre plus de temps que prévu. Dans un tel scénario, les banques centrales des économies avancées pourraient être amenées à maintenir des taux d'intérêt élevés plus longtemps : ce qui serait synonyme de nouvelles sorties de capitaux, d'un affaiblissement des monnaies et d'une augmentation des coûts d'emprunt extérieurs pour les économies d'Afrique sub-saharienne.



Sources : Banque mondiale, Crédit Agricole S.A./ECO

Enfin, les tensions géopolitiques restent vives en de nombreux points du globe, de la guerre en Ukraine au conflit à Gaza, en passant par les attaques houthistes en mer Rouge : autant de frictions susceptibles de perturber à nouveau les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les risques domestiques

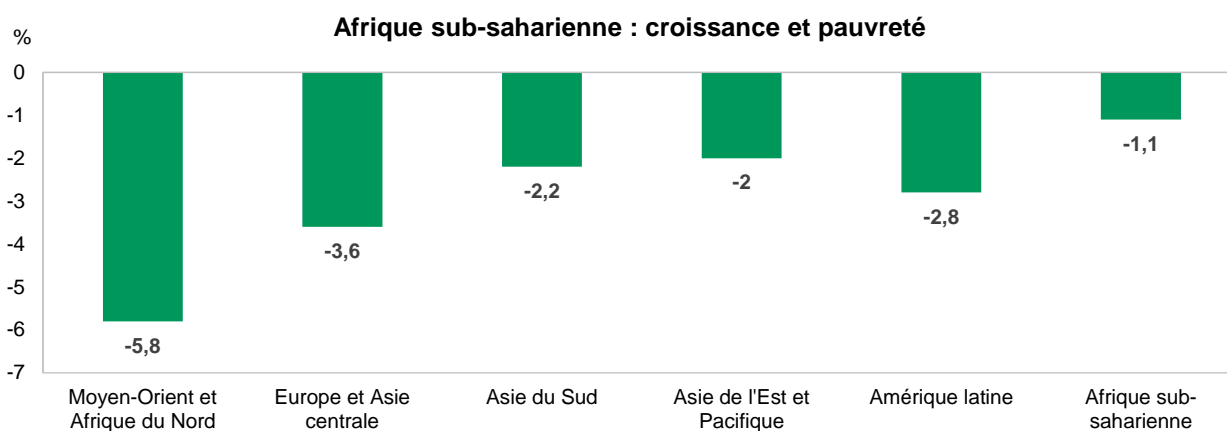
Sans aller jusqu'aux enjeux géopolitiques internationaux, le rapport de la Banque mondiale cite l'instabilité politique et sociale, dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, comme des « obstacles à la croissance ». L'insécurité croissante dans les régions d'Amhara et d'Oromia en Éthiopie, la guerre civile au Soudan, les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) accroissent les risques de crise alimentaire et de besoins humanitaires. Par ailleurs, la Banque mondiale met en garde contre le risque de contagion des coups d'État au Sahel qui ont un impact significatif sur la perception des risques et la confiance des investisseurs.

D'autre part, l'endettement des économies sub-sahariennes reste un enjeu majeur. Si la dette publique en Afrique sub-saharienne devrait passer de 61% du PIB en 2023 à 57% du PIB en 2024, le risque de surendettement reste élevé pour de nombreux pays de la région. « *Les obligations croissantes liées au service de la dette créent des problèmes de liquidité et évincent les dépenses de développement* », précise la Banque mondiale. À titre d'illustration, en 2023, les gouvernements de la région ont consacré plus de 45% de leurs recettes aux remboursements de la dette, contre 31% en 2022. Et trois pays – la Zambie, le Ghana et l'Éthiopie – ont déjà fait défaut depuis la pandémie. De plus, les emprunts extérieurs sont devenus plus coûteux depuis la pandémie : le coupon de la nouvelle euro-obligation émise par le Kenya en février à 9,75%, contre 6,875% pour l'euro-obligation arrivant à échéance en 2024, en est le parfait exemple.

Les investissements directs étrangers en baisse, l'aide au développement stagnant et les marchés financiers restant difficiles d'accès pour les pays d'Afrique sub-saharienne, la région peine toujours à trouver des sources de financement.

Or, ces enjeux de financement interviennent à l'aube de nouveaux risques et chocs climatiques. Les sécheresses et les inondations frappent l'Afrique orientale et australe (Éthiopie, Kenya, Mozambique, Somalie et Zambie), tandis que la perturbation des régimes pluviométriques, la dégradation des sols et la maladie de la cabosse noire menacent la production de cacao et les moyens de subsistance des agriculteurs en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana).

Finalement, le rythme de croissance de la région reste « *lent et insuffisant pour avoir un effet significatif, notamment sur la réduction de la pauvreté* » explique la Banque mondiale, en raison du manque de diversification des économies sub-sahariennes, de leur volatilité et du niveau élevé des inégalités structurelles. En effet, une croissance du PIB par habitant de 1% est associée à une réduction du taux d'extrême pauvreté d'environ 1% seulement dans la région, contre 2,5% en moyenne dans le reste du monde, précise le rapport.



Sources : Wu et al. (2024), Crédit Agricole S.A./ECO

☑ **Notre opinion** – Si l'année 2024 devait être marquée par un rebond économique de l'Afrique sub-saharienne, celui-ci resterait fragile et son rythme trop lent pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et des inégalités au sein de la région. Dans un contexte d'incertitude découlant des futurs processus électoraux, des tensions géopolitiques et de la fragmentation géo-économique, les pays d'Afrique sub-saharienne devront constituer les réserves nécessaires à la prévention de futurs chocs.

Article publié le 12 avril 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
16/04/2024	Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : début d'un cycle de croissance molle	Royaume-Uni
16/04/2024	Italie – Scénario 2024-2025 : 2024, alea jacta est	Italie
16/04/2024	France – Une moindre hausse du taux d'intérêt moyen sur la dette des entreprises qu'en zone euro	France
12/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
11/04/2024	Espagne – Les prix de l'immobilier résistent en 2023	Zone euro
11/04/2024	France – Scénario 2024-2025 : la reprise à l'horizon	France
10/04/2024	Royaume-Uni – Le marché immobilier voit le bout du tunnel	Royaume-Uni
10/04/2024	Espagne – Scénario 2024-2025 : résilience de l'activité	Zone euro
10/04/2024	Géo-économie – Tensions et recompositions	Géo-économie
09/04/2024	Zone euro : l'inflation clôt le trimestre sur une baisse	Zone euro
05/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
05/04/2024	Monde – Scénario macro-économique 2024-2025 : normalisation(s) ?	Monde, scénario
05/04/2024	Dérapage des finances publiques en France, une incidence à long terme	France
04/04/2024	Sénégal – Bassirou Diomaye Faye élu, le choix de la rupture	Afrique sub-saharienne
03/04/2024	Espagne – Les carburants et l'électricité soutiennent l'inflation de mars	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – Statistiques : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Études ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Études ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.